

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

SIXIÈME SESSION

Projet de loi n^o 222

(PRIVÉ)

**Loi concernant certains lots de la
partie révisée du cadastre officiel du canton de York,
division d'enregistrement de Gaspé**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MICHEL LE MOIGNAN



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1980

Projet de loi n° 222

(PRIVÉ)

Loi concernant certains lots de la partie révisée
du cadastre officiel du canton de York,
division d'enregistrement de Gaspé

ATTENDU qu'une partie du cadastre officiel du canton de York, division d'enregistrement de Gaspé, révisée suivant la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., c. T-11) a été déposée à la division d'enregistrement de Gaspé le 29 mai 1961;

Que ce cadastre révisé est entré en vigueur le 1^{er} décembre 1964 suivant un avis de proclamation publié à la *Gazette officielle du Québec* le 30 janvier 1965;

Que l'avis de proclamation aurait dû être publié deux fois consécutivement à la *Gazette officielle du Québec* suivant l'article 5 de la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux;

Qu'un avis de proclamation a, par la suite, été publié deux fois consécutivement à la *Gazette officielle du Québec*, les 2 et 9 décembre 1967, fixant au 1^{er} décembre 1967 la date de l'entrée en vigueur de ce cadastre révisé;

Qu'il subsiste un doute quant à la validité de l'entrée en vigueur de ce cadastre révisé;

Que les plan et livre de renvoi officiels créant les subdivisions C-5-8-1, C-5-8-2 et C-5-8-4 du bloc C de cette partie révisée de ce cadastre ont été déposés au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé le 27 octobre 1962, soit avant la date d'entrée en vigueur de ce cadastre révisé;

Que les plan et livre de renvoi officiels annulant les subdivisions C-5-8-2 et C-5-8-4 du bloc C et créant les redivisions C-5-8-5 et C-5-8-6 du bloc C de la partie révisée de ce cadastre ont été déposés au bureau d'enregistrement le 13 mars 1964, soit avant la date d'entrée en vigueur de ce cadastre révisé;

Que, par ailleurs, une copie authentique d'un acte de cession et de partage du 20 mars 1964 entre Hôtel-Dieu de Gaspé, l'Hôtel-Dieu de Gaspé et Les Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé, portant, entre autres, sur les lots C5-8-1, C5-8-5 et C5-8-6 du Rang Un de la partie révisée de ce cadastre a été enregistrée à ce bureau d'enregistrement le 31 mars 1964 sous le numéro 42724;

Que l'arrêté en conseil 1693 du 4 septembre 1964 adopté suivant l'article 14 de la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Gaspé (1963, 1ère session, c. 116) et ayant pour effet de dissoudre la corporation connue sous le nom de «Hôtel-Dieu de Gaspé» n'a pas été publié conformément à cet article;

Que plusieurs appellations incorrectes des lots C-5-7 et C-5-8 et de leurs subdivisions et redivisions, bloc C, de la partie révisée de ce cadastre se retrouvent dans la majorité des actes enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé;

Qu'il est nécessaire de valider la date de la mise en vigueur de ce cadastre révisé, le dépôt au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé de certaines opérations cadastrales, l'enregistrement de certains actes à l'index des immeubles, l'appellation de certains lots et la dissolution de la corporation «Hôtel-Dieu de Gaspé»;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La partie révisée du cadastre officiel du canton de York, division d'enregistrement de Gaspé, déposée au bureau d'enregistrement le 29 mai 1961, est réputée avoir effet et être en vigueur à compter du 1^{er} décembre 1964.

2. Les plan et livre de renvoi officiels des lots numéros C-5-7 et C-5-8, bloc C, de la partie révisée du cadastre officiel du canton de York sont validés et réputés être en vigueur à compter du 1^{er} décembre 1964.

3. Les plan et livre de renvoi officiels créant les subdivisions C-5-8-1, C-5-8-2 et C-5-8-4 du bloc C et les redivisions C-5-8-5 et C-5-8-6 du bloc C de la partie révisée du cadastre officiel du canton de York sont validés et réputés être en vigueur à compter du 1^{er} décembre 1964.

4. L'acte de cession et de partage entre Hôtel-Dieu de Gaspé, l'Hôtel-Dieu de Gaspé et Les Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé, reçu devant A. Duval, notaire, le 20 mars 1964 et dont copie authentique a été

enregistrée à la division d'enregistrement de Gaspé le 31 mars 1964 sous le numéro 42724 portant alors, entre autres, sur les lots C5-8-1, C5-8-5 et C5-8-6 du Rang Un de la partie révisée du cadastre officiel du canton de York est réputé porter, entre autres, sur les lots C-5-8-1, C-5-8-5 et C-5-8-6 du bloc C de la partie révisée du cadastre officiel du canton de York comme si à l'égard de ces derniers lots la partie révisée du cadastre officiel du canton de York, division d'enregistrement de Gaspé, avait alors été en vigueur, conformément à la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., c. T-11), à la date d'exécution de cet acte et comme si la subdivision C-5-8-1 et les redivisions C-5-8-5 et C-5-8-6 du bloc C de ce cadastre avait été en vigueur lors de l'exécution de cet acte de cession et de partage.

5. Est réputé publié dans les délais impartis à la *Gazette officielle du Québec* l'arrêté en conseil 1693 du 4 septembre 1964 adopté suivant l'article 14 de la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Gaspé (1963, 1^{re} session, c. 116) et ayant pour effet de dissoudre la corporation connue sous le nom de «Hôtel-Dieu de Gaspé».

6. Nonobstant toute disposition législative, générale ou spéciale, inconciliable avec les présentes, toute appellation incorrecte dans les actes enregistrés des lots C-5-7 et C-5-8 et de leurs subdivisions et redivisions, bloc C, de la partie révisée du cadastre officiel du canton de York peut être corrigée au moyen d'un avis adressé au registraire dans une des formes prévues à l'article 2125b du Code civil.

Cet avis mentionne l'appellation incorrecte du lot, la corrélation entre l'appellation incorrecte et la véritable appellation et la demande d'enregistrer cet avis à l'index des immeubles.

L'enregistrement de cet avis se fait par dépôt.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.